

Discours du Président de la Chambre des Députés du Parlement de la
République tchèque M. Miloslav Vlček
reunion de la COSAC, le 11.5.2009

Mesdames, Messieurs, chers collègues,

c'est un honneur pour moi de vous rencontrer à l'occasion de la 41^e Conférence des Organes Spécialisés dans les Affaires Communautaires des Parlements de l'Union européenne.

Je ne perçois pas cette dernière comme une des manifestations obligatoires réalisées dans le cadre de la Présidence tchèque du Conseil de l'UE, mais plutôt comme le point culminant de toute cette importante période. En effet, la conférence de Prague a permis de vous réunir tous, représentants des commissions chargées des problèmes européens, qui, bien évidemment, sont essentiels pour nous.

Les avis concernant la Présidence tchèque peuvent diverger et très certainement divergent. Je suis loin d'évaluer les activités passées de notre présidence dans toute leur étendue. Pour ce qui est toutefois de leur dimension parlementaire, je peux l'apprécier de manière positive. Toutes les rencontres prévues ont été, certes, concrétisées, mais je considère comme particulièrement importante l'orientation thématique de tous les entretiens portant sur les sujets majeurs d'aujourd'hui et sur les différentes modalités de leur gestion. En témoigne finalement l'écho positif de la rencontre des présidents des commissions de sécurité, des affaires étrangères, du budget et des finances. De même que l'écho de la conférence parlementaire « La sécurité européenne face aux défis les plus récents ». Le 66^e dialogue transatlantique, tenu dans l'enceinte de la Chambre des Députés en présence des congressistes américains et des députés du Parlement européen, a contribué de manière efficace à la discussion sur les problèmes d'actualité en Europe et dans le monde. Citons aussi dans le cadre de ces activités la réunion des Présidents de la Troïka dans le format France, République tchèque, Suède et Espagne qui présidera le Conseil européen pendant le premier semestre 2010. Très importante a été aussi l'assemblée parlementaire commune avec le PE, ainsi que la réunion UE –ACP.

En principe, il est possible de constater que toutes ces réunions portaient en fait sur les deux sujets majeurs de la Présidence tchèque : l'économie et l'Europe et le monde.

Le sujet de votre conférence s'associe parfaitement à ce contexte. Il réagit, en effet, à la présente situation tout en nous permettant de porter nos yeux vers des horizons plus éloignés.

Dans le contexte de la période écoulée, force nous est de mentionner un autre aspect. Pendant la Présidence tchèque, nous avons suivi plus intensément la communication entre les parlements nationaux ainsi que celle avec le Parlement européen. Depuis le mois de juin dernier, date de la réunion de Lisbonne des Présidents des parlements nationaux de l'UE, je constate cette tendance, de même que le besoin de conforter cette communication et de la rendre plus efficace,.

Ici, il ne s'agit pas de loin de discuter des seulement mesures permettant aux parlements nationaux de devenir un partenaire respecté des institutions communautaires, notamment de la Commission et du Parlement européens.

Il ne s'agit pas non plus de discuter seulement d'une coopération plus efficace entre les parlements nationaux, d'un système d'échange horizontal d'informations sur les avis et sur d'autres questions. Les négociations dont j'ai parlé portaient notamment sur les principaux sujets d'actualité, sur la recherche commune des manières de réagir aux défis auxquels l'Europe est et sera confrontée. Autrement dit – le système mutuel de coopération et de communication ne saurait être efficace s'il n'est pas centré sur les sujets d'actualité de la vie du continent, mais aussi sur ses relations avec le monde qui l'entoure.

Mesdames, Messieurs,
chers collègues,

ces jours de votre réunion sont une date très importante pour l'Europe. Nous examinons le passé et évaluons les jalons ayant marqué la vie du continent. Il y a soixante ans est né le Conseil de l'Europe. Et il y a cinq ans, dix Etats, y compris la République tchèque, sont devenus nouveaux pays membres de l'UE. Nous suivons la transformation historique progressive allant de la Communauté du Charbon et de l'Acier vers l'Union européenne qui réunit aujourd'hui 27 Etats. La Communauté, l'une des premières pierres de la construction européenne, s'est vue rejointe par d'autres et d'autres.

La conférence a lieu aussi à un moment particulièrement difficile. La récession économique et la crise financière influent considérablement sur la vie des Etats européens et de l'UE dans son ensemble.

Que doit faire l'Europe en ce moment ? Tout d'abord, elle doit rester unie. Force est d'encourager l'intégration et la marche commune contre la crise. C'est la raison pour laquelle, à la Chambre des Députés, j'ai voté pour le Traité de Lisbonne.

L'UE et les pays membres devraient mettre à profit la gestion de la crise pour faire preuve, entre autre, de solidarité interne. La crise actuelle n'est pas seulement de caractère financier, économique ou social, c'est une crise de certitude, de confiance et de valeurs. Et la solidarité justement, l'appartenance à la communauté européenne, permettra indubitablement de surmonter progressivement les moments difficiles que nous sommes en train de vivre.

La recherche de réponses à ces questions et à beaucoup d'autres mérite une communication, une réflexion, une action européennes. La 41^e conférence des Organes Spécialisés dans les Affaires Communautaires des Parlements de l'Union européenne en est l'occasion. Je lui souhaite donc des débats concluants et une bonne dynamique .

Je vous remercie de votre attention.